Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°136
28 février 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Ukraine : Leur guerre, nos morts

La population ukrainienne s'est réveillée vendredi 25 février au son des bombes et des combats. Notre solidarité va avant tout à ces femmes et hommes qui ont vu leur vie bouleversée du jour au lendemain, détruite par une guerre sur laquelle ils n'ont aucune prise. En quelques jours, des centaines de milliers de personnes ont quitté l'Ukraine vers la Pologne ou la Roumanie, quittant tout pour se mettre à l'abri, pendant que des millions d'autres restent en tentant de se protéger des bombardements. En deux jours, le conflit a déjà fait des centaines de civils morts ou blessés.

Cette situation, personne ne souhaite la vivre. Jamais. Et pourtant, c'est la réalité de millions de personnes à travers le monde, en Ukraine aujourd'hui, en Afghanistan, Irak, Syrie, Yémen hier.

Loin d'être le résultat de la folie d'un dirigeant, Poutine ou un autre, les guerres sont le résultat inévitable d'un système capitaliste en crise, sans cesse à la recherche de nouveaux marchés ou de nouvelles ressources ou travailleurs à exploiter pour maintenir ses profits. Et si, cette fois, c'est Poutine qui a déclenché la guerre pour s'opposer à l'avancée de l'OTAN, les dirigeants occidentaux qui rivalisent aujourd'hui de déclarations accusatrices sont les mêmes qui hier envahissaient l'Afghanistan, l'Irak, le Mali ou la Libye, semant la mort et le chaos.

Ils sont bien hypocrites, les parlementaires belges qui ont tenu à prendre la parole sous les applaudissements de leurs confrères pour dénoncer l'intervention de Poutine, parlant « d'attaque contre la liberté », « d'offensive contre nos modèles démocratiques », « d'attaques contre nous tous ». Mais qui est le « nous » dans lequel ils se placent ? Car ils ne sont certainement pas du même côté que les travailleurs manifestants et grévistes kazakhs massacrés il y a quelques semaines dans une répression féroce menée avec l'aide de l'armée du même Poutine. Là, quand il s'agissait de défendre les intérêts de Total et d'autres multinationales présentes dans la région, ils n'ont rien trouvé à redire. Ils ne sont certainement pas non plus du côté des Yéménites qui se font massacrer depuis 2014, entre autres par des armes fabriquées en Belgique. En réalité, le camp de tous ces politiciens, c'est celui du capitalisme et des patrons, prêts à toutes les violences pour maintenir leur domination.

Non, face à l'invasion criminelle de l'armée russe, les Ukrainiens ne peuvent pas attendre autre chose des dirigeants occidentaux qu'une spirale de violence qui retombera toujours sur les populations. Le matériel militaire envoyé par la Belgique et d'autres pays européens ne fera qu'alimenter la guerre fratricide entre les travailleurs de Russie et d'Ukraine, poussant des familles à s'entre-tuer pour les intérêts des oligarques russes et des capitalistes occidentaux.

Quant aux sanctions que veulent mettre en place les pays européens pour « freiner la croissance économique de la Russie, augmenter les coûts d'emprunt, accroître l'inflation, intensifier les sorties de capitaux et éroder progressivement sa base industrielle », comme le déclare fièrement la présidente de la Commission Européenne, elles vont avant tout retomber sur les travailleuses et les travailleurs en Russie. Des travailleurs qui se retrouveront entre deux feux : les impérialistes d'un côté, la dictature des bureaucrates russes de l'autre.

Le système capitaliste pourrissant, qui s'appuie sur l'exploitation des travailleurs et le pillage des ressources du monde entier, est à la racine de toutes les guerres. Au plus il s'enfoncera dans la crise, au plus il continuera à provoquer d'autres guerres, toujours plus destructrices et violentes. Pour s'opposer à la guerre, il faut lutter contre le capitalisme.

Nous n'avons pas à céder à leur chantage et choisir entre la peste et le choléra, entre la Russie de Poutine et l'Otan. Quel qu'en soit le gagnant, ce seront les travailleurs de tout le continent qui en subiront les conséquences. Le seul espoir réside dans les travailleurs eux-mêmes,

russes, ukrainiens, belges, américains, ... que l'appauvrissement et la guerre ne peuvent manquer de révolter. Et Poutine est le premier à en être conscient, lui qui craint tellement la réaction de son peuple qu'il musèle les réseaux sociaux et a déjà enfermé plus de 1 700 manifestants opposants à la guerre.


Manifestants russes contre la guerre

Pour en finir avec ce système barbare et les guerres qu'il engendre, les travailleurs auront besoin d'organisations conscientes, capables d'aider les travailleurs à transformer leurs révoltes à venir en véritable révolution et d'empêcher les conflits militaires fratricides en affirmant « Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »

Les travailleurs de tous les pays sont dans le même camp !

En Ukraine, en Russie et dans tous les pays du monde, les exploiteurs mènent la guerre sociale aux travailleurs. Partout les patrons s'attaquent aux salaires, condamnent au chômage et à la misère.

Et dans chaque pays, quand les travailleurs se révoltent contre ces conséquences de l'exploitation, ils font face à la répression policière et militaire au service des exploiteurs ! Parce que les travailleurs ne sont pas assez organisés, pour le moment.

Dans cette guerre sociale, les travailleurs de tous les pays sont dans le même camp. Alors ils ne sont pas condamnés à l'impuissance. En s'unissant, par-delà toutes les frontières qui les séparent, ils obtiendront la force de l'emporter !

Les profiteurs de guerre

Le prix du baril de pétrole est monté de 75 dollars en décembre à plus de 100 dollars ces derniers jours.

Pour les spéculateurs, la guerre est une affaire.

La crise nourrit la crise et dirige toute la société vers la guerre

La guerre en Ukraine approfondit la crise économique, déjà les spéculateurs font grimper le prix du gaz et du pétrole pendant que le reste de la bourse s'affole.

Les entreprises qui produisent en Ukraine ou en Russie, comme VW, Solvay, UCB ou Soudal, anticipent des problèmes de fournitures ou craignent pour leurs investissements. Et puis il y a les sanctions contre la Russie qui à leur tour ne manqueront pas d'aggraver la crise.

L'aggravation de la crise du capitalisme ne peut qu'augmenter la concurrence et la lutte pour les marchés et les ressources à laquelle se livrent les groupes capitalistes soutenus par les armées de leurs États. La situation en Ukraine montre aux travailleurs comment cette guerre économique peut se transformer en guerres militaires. Les gouvernements s'y préparent et augmentent les budgets de leurs armées.

La crise économique provoque des crises politiques qui accentuent la crise économique… et emmène toute la société vers la guerre. Cet enchaînement ne peut pas être arrêté sans abattre le capitalisme. Cela, il n'y a que le camp des travailleurs, unis autour d'un programme et d'un parti qui peut le réaliser.

Les actionnaires rayonnants

La prévisible montée des prix du gaz dans le conflit entre la Russie et l'Otan qui se joue sur le territoire de l'Ukraine, sert déjà de prétexte à préparer une nouvelle prolongation des centrales nucléaires vétustes.

Pour éviter la « catastrophe énergétique » que les « experts » prédisent dans le conflit avec la Russie, il faudrait commencer par exproprier les actionnaires.

Car la catastrophe énergétique qui est déjà là avec des augmentations de 70% du prix du gaz, c'est eux qui l'ont causé, c'est eux qui en ont profité et c'est encore leur spéculation qui fait monter les prix dans le contexte de la guerre.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer les conséquences de la guerre

Les capitalistes et les gouvernements à leurs services sont déterminés à faire payer aux travailleurs les conséquences de la guerre en Ukraine. Les entreprises vont continuer à répercuter l'envolée des prix de l'énergie sur les prix des marchandises nécessaires à la vie des travailleurs. Le coût des sanctions contre la Russie sera également répercuté sur les travailleurs, sous

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

forme d'impôts, de chômage ou de pression sur les salaires. L'augmentation des dépenses militaires se fera au détriment des services utiles à la population, comme les écoles ou les hôpitaux.



Un couple russo-ukrainien

Mais ça n'est pas aux travailleurs de payer les conséquences de cette guerre qu'ils n'ont ni décidées ni provoquées !

En s'unissant autour de leurs intérêts communs, en refusant de payer pour les guerres provoquées par la crise, les travailleurs seront amenés à contester le pouvoir des capitalistes sur les entreprises, sur la société et finalement mettre fin au système économique qui les entraîne vers la guerre.

Poutine, Biden, Macron, De Croo unis face au camp des travailleurs !

Aujourd'hui les dirigeants occidentaux comme Biden, Macron ou De Croo, s'opposent et dénoncent Poutine pour son intervention en Ukraine.

Mais quant au mois de janvier ce dernier a envoyé l'armée russe au Kazakhstan pour réprimer mortellement des ouvriers qui se révoltaient contre la vie chère, Biden, Macron, De Croo approuvaient Poutine par leur silence !

Même si des intérêts les opposent jusqu'à provoquer des guerres, ces dirigeants savent mettre de côté leurs différends pour s'unir quand l'ordre capitaliste leur paraît menacé par le camp des travailleurs.

L'OTAN et la Belgique

L'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est une alliance militaire qui a été créée en 1949, en pleine guerre froide, contre l'URSS. Elle unissait alors militairement les USA, le Canada et les pays d'Europe occidentale. Elle s'est élargie depuis et compte 30 pays. Son siège politique est à Bruxelles et le siège de son commandement militaire à Mons.

A la chute de l'URSS, l'OTAN n'a pas été dissoute, au contraire même, puisqu'elle a intégré en son sein toute une partie des pays d'Europe de l'Est anciennement intégrés ou dominés par l'URSS. Et aujourd'hui des bases militaires de l'OTAN ceinturent la Russie.

Alexander De Croo et les membres du gouvernement belge, tout comme Biden, Macron et Cie se prétendent les champions de la liberté, ils prônent la paix et la démocratie. Mais ce sont les mêmes qui érigent des murs et des barbelés qui empêchent les gens de circuler librement et de fuir les guerres et la misère du Moyen-Orient et d'Afrique ! Ce sont eux aussi qui arment les dictateurs du monde entier !

En Europe de l'Est, comme en Afrique ou en Asie, les grandes puissances interviennent pour défendre les intérêts de leurs capitalistes respectifs, en lutte pour se partager les marchés et accéder aux matières premières. Et la guerre économique mène à la guerre tout court.

Verviers : réquisition d'un logement pour les mal logés

Huit mois après les inondations, confrontés à l'inaction des pouvoirs publics, les Petits Robin des Toits sont passés à la vitesse supérieure en occupant un logement vide de Logivesdre pour y installer une mère avec ses enfants de 2 et 4 ans et une dame âgée.

Ces bénévoles qui viennent en aide aux sinistrés de la vallée de la Vesdre sont confrontés à une réalité intolérable, celle de l'impossibilité pour les familles sinistrées et précaires de se loger dignement, avec toutes les conséquences dramatiques qui en découlent. Des parents sans logement se sont vu menacés de voir la garde de leurs enfants leur être retirée. Les personnes malades sont laissées dans des habitations humides au risque de leur santé.

Mais pour les autorités scandalisées par cette occupation, ce qui est grave, ce n'est pas l'urgence absolue de trouver un logement pour ces personnes, c'est l'atteinte aux lois de la bourgeoisie et à la propriété privée.

Crise du logement



Bien avant les inondations, trouver un logement digne dans la région de Verviers, comme partout ailleurs dans cette société capitaliste, était un problème pour les classes populaires. La liste d'attente pour obtenir un logement social est longue, et trouver une maison ou un appartement dans le privé quand on est allocataire social est bien souvent mission impossible.

Avec les milliers de sinistrés des inondations, la situation à Verviers et dans la région est tout bonnement devenue catastrophique. Face à cela, les sinistrés et les bénévoles, après avoir frappé à toutes les portes et fait des propositions, constatent que les autorités ne sont pas du tout à la hauteur du problème. Elles tergiversent, se retranchent derrière les règlements et les procédures, incapables de satisfaire ce besoin élémentaire, alors que de nombreux logements publics et privés sont vides. Il serait pourtant urgent de les recenser et de les réquisitionner, mais pour cela la population ne pourra compter que sur ses propres forces.

Réforme du marché du travail : quand le 21ème siècle copie le 19ème

Le 14 février, le gouvernement fédéral a conclu un accord pour une réforme du marché du travail. Les patrons sont servis.

4 jours non, partage du travail oui !

Avec sa réforme du marché du travail, le gouvernement prétend vouloir atteindre un taux d'emploi de 80%. Mais la journée des 4 jours, c'est avant tout un rallongement de la journée de travail. Et vu les prix qui grimpent et les salaires qui ne suivent pas, pour beaucoup c'est aussi la perspective d'un job supplémentaire lors du 5ème jour. En réalité, cette réforme donne au patronat des moyens supplémentaires pour faire réaliser plus de travail par ceux qui ont un emploi. Et ça, c'est l'exact opposé d'une mesure qui permettrait à tous de travailler !

Pour lutter contre le chômage imposé par les patrons, au lieu de faire travailler plus ceux qui ont déjà un emploi, il faut, au contraire, répartir la quantité de travail à réaliser entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits patronaux !

Mais cette idée-là elle ne viendra ni aux gouvernements ni aux patrons, il n'y a que les travailleurs qui peuvent l'imposer par leurs luttes !

Travail de nuit : le profit des patrons contre la santé des travailleurs

Le gouvernement a également modifié la législation sur le travail de nuit. Officiellement, celui-ci ne commencera qu'à partir de minuit, au lieu de 20h auparavant. Cela revient à supprimer une importante partie du sur-salaire de nuit. Selon les organisations syndicales, plus de 500 000 travailleurs sont concernés.

Les organisations patronales, à l'origine de cette revendication pour baisser le coût du travail de nuit, font semblant de ne pas être satisfaites : Agoria regrette que « *l'accord budgétaire d'octobre 2021, qui prévoyait de supprimer la contribution spéciale pour la sécurité sociale liée au travail de nuit, soit devenue une réduction progressive étalée sur 8 ans, laissant un montant net pour les travailleurs pour lequel peu de gens franchiront le pas entre l'inactivité et le travail* ».

Autrement dit, les patrons veulent imposer un régime de nuit qui ruine la santé à toujours plus de travailleurs en prenant sur les caisses sociales pour payer une partie des salaires.

Les livreurs livrés aux exploiteurs

Le ministre Pierre-Yves Dermagne prétend que la réforme du marché du travail apportera une meilleure protection, notamment contre les accidents, aux travailleurs actifs « *dans l'économie de plateforme* », essentiellement les livreurs.

Mais aucune contrainte n'est prévue pour les employeurs : « *L'accord n'exclut pas que nos coursiers puissent être indépendants* » se réjouit le patron de Deliveroo Belgique, Rodolphe Van Nuffel.

« Nos » coursiers, « indépendants » !? Oui, les patrons se moquent de la vérité comme d'une guigne, car ils se savent protégés par les ministres comme par les tribunaux qui ont rejeté, début décembre, l'action en justice intentée par les travailleurs de Deliveroo pour être reconnus comme salariés.

Le profit ou la santé

Mercredi 16 février, des centaines d'étudiants francophones en médecine ont manifesté devant le cabinet du ministre de la santé Vandenbroucke pour protester contre la limitation du nombre des numéros Inami attribués. Numéro indispensable pour pouvoir exercer des actes médicaux remboursés par la sécurité sociale.

Alors qu'il y a déjà pénurie de médecins généralistes, et qu'après deux ans de pandémie, 30% d'entre eux envisagent une retraite anticipée pour cause de surmenage, le ministre de la santé propose de restreindre encore l'accès à la profession médicale.

L'accès de la population à la santé et les conditions de travail des soignants, ce n'est pas le problème du ministre. Sa seule préoccupation c'est de poursuivre les économies budgétaires.

Pour assurer notre santé, nous devrons nous en prendre aux profits des entreprises, notamment celles du pharmaceutique.

Il faut plus de cheminots !

Le ministre de la mobilité, Gilkinet, veut doubler le volume des déplacements en train d'ici 2040. En tout cas sur le papier, car sur le rail, il y a 1 136 cheminots en moins en à peine un an.

Avant de pouvoir rêver d'une mobilité verte, il faut d'urgence une mobilisation rouge pour l'emploi !

Chers ministres, très chers actionnaires

Selon un article de *l'Avenir*, les revenus des ministres se situent entre 150 000 et plus de 350 000 euros par an.

Voilà le salaire de ceux qui nous expliquent qu'il n'y a pas de moyens pour les écoles et les hôpitaux et que enseignants et soignants doivent faire des efforts supplémentaires, que les salaires ne peuvent pas augmenter... Ah oui, et qu'il faut aider les entreprises.

C'est choquant. Et en fait, les ministres gagnent 5 à 10 fois plus qu'une infirmière pour permettre à quelques grandes familles de gagner 1 000, 10 000 et 100 000 fois plus qu'une infirmière.

Nous ne pouvons pas laisser ce monde-là continuer à décider de notre sort !

Tout augmente, sauf...

A 8,5% en janvier, l'inflation atteint un niveau « qu'on n'a pas vu depuis 40 ans ». Alors, il faut que les salaires augmentent comme ils n'ont plus augmenté depuis 40 ans !



En faisant le plein pour aller bosser...

Total Energies annonce un bénéfice net de 13,5 milliards d'euros. 6,9 milliards seront distribués aux actionnaires. Un « petit » actionnaire qui détient 1% des actions, encaisse ainsi 69 millions d'euros sans avoir levé le petit doigt.

8 mars : contre l'oppression des femmes et contre l'exploitation capitaliste

A la charnière entre le 19ème et le 20ème siècle, des militantes féministes issues de la bourgeoisie dénoncent l'absence de droits pour les femmes.

Dans la société européenne et américaine, encore très religieuse et conservatrice, les femmes n'ont quasi nulle part le droit de vote, ni celui d'accéder aux études supérieures. La femme mariée est officiellement une mineure... à l'égal de ses propres enfants.

Comme l'illustre le film « Suffragettes », des femmes de la classe ouvrière anglaise apprennent à participer à ce combat et y gagnent une dignité et une première forme de conscience politique.

En Allemagne, la militante socialiste Clara Zetkin comprend l'intérêt et la nécessité de faire des ouvrières les actrices de leur propre émancipation, en lien avec la lutte des classes menée aux côtés de leurs frères et leurs maris, contre les patrons.

En 1910, Clara Zetkin propose aux partis de l'Internationale socialiste de créer la journée du 8 mars, où, à l'image du premier mai pour la journée des 8 heures, toutes les ouvrières du monde seraient invitées à participer à des manifestations pour réclamer le droit de vote pour les femmes et exprimer les nombreuses revendications nécessaires aux travailleuses.

Le 8 mars 1911, un million de femmes participent aux manifestations en Europe, jusqu' en Russie.



Et le 8 mars 1917, à Saint-Pétersbourg, c'est une manifestation des ouvrières contre la guerre qui démarre la révolution qui provoquera la chute du tsarisme.

8 mois plus tard, les conseils de travailleurs prennent le pouvoir. En quelques mois, tous les droits politiques et sociaux inaccessibles aux femmes, même dans les pays les plus évolués, sont mis en place par la classe ouvrière dans un des pays pourtant les plus arriérés d'Europe.

Stop aux féminicides !

A la fin février, 6 meurtres de femmes par un proche ou un compagnon avaient déjà eu lieu en Belgique. Notre pays n'est pas épargné par ce phénomène mondial : d'après les chiffres des Nations Unies en 2017, près de 60% des meurtres de femmes dans le monde sont le fait de leur mari ou d'un membre de leur famille.

Cette violence envers les femmes de la part des conjoints et du cercle familial est la conséquence du patriarcat, un ensemble de règles sociales imposées aux femmes dans le cadre de la protection et la transmission de la propriété privée.

Cette institution sociale patriarcale, apparue à l'antiquité, se maintient de nos jours dans la société capitaliste, même vis-à-vis de la classe ouvrière, pourtant privée de presque toute propriété et de toute richesse. L'oppression patriarcale des femmes est le lot de consolation que la bourgeoisie laisse aux hommes dépouillés de toute vie digne par l'exploitation capitaliste.

Seule l'autonomie économique peut aider, dans une certaine mesure, les travailleuses à s'opposer à cette oppression patriarcale. C'est pourquoi le mouvement ouvrier socialiste, au début du 20ème siècle, a mis en avant la revendication « à travail égal, salaire égal ».



En 1966, les ouvrières de la FN Herstal en grève

Aujourd'hui, la crise du capitalisme et le chômage repoussent les travailleuses dans les emplois à temps-partiels, précaires et mal payés. Les indemnités de chômage trop basses, les exclusions du chômage, les pensions indignes : voilà les liens qui tiennent les femmes sous la dépendance de conjoints dangereux.

Les ministres parlent, font des promesses, mais rien ne changera sans luttes ouvrières importantes pour arracher de meilleurs salaires et un emploi pour tous.

De vrais chiens seraient trop humains

Les Etats-Unis vont déployer des chiens robots le long de la frontière avec le Mexique. En plus du mur de Trump (et d'Obama), les pauvres qui tentent fuir la guerre et la misère auront en face d'eux les chiens-robots de garde de Biden. Des machines qu'aucun sentiment humain ne risque de retenir, même devant des enfants en détresse.

Et ce sont ces dirigeants-là qui veulent nous faire croire qu'ils sont émus du sort de la population ukrainienne ?!

Puant

Le 19 février, un navire avec 213 containers bourrés de déchets ménagers a quitté la Tunisie en direction de l'Italie... d'où étaient arrivées ces poubelles en 2020. Ceux qui refoulent les migrants venus d'Afrique au nom de la défense des frontières ne voient aucun problème à ce que les ordures venues d'Europe se déversent en Afrique.

Pour une fois, les trafiquants de déchets n'ont pas pu agir à leur guise : l'action de militants écologistes tunisiens a permis ce retour à l'envoyeur.

LO France

Actualités locales :

La Louvière

Bail royal au Tivoli

Un appel à projet pour un hall multisport à côté du stade Tivoli est lancé par les autorités communales. La majorité PS-écolo est confiante, la pluie de dizaines de millions des plans de relance, distribués avec largesse, a déjà attiré « des investisseurs » autour du Tivoli.

Et pour que ceux-ci puissent rentabiliser leurs investissements, le Collège communal veut leur proposer « un bail emphytéotique de 99 ans » ! Ce qui revient à laisser un groupe privé tirer profit d'un terrain pendant un siècle pour une contrepartie minime.

Oui, il y a besoin de terrains, de salles, d'infrastructures de sport pour la population et la jeunesse. Mais encore faut-il qu'ils soient accessibles !

L'argent public ruisselle vers le privé tandis que payer des abonnements de sport aux enfants devient un luxe pour beaucoup de familles populaires…

Le complexe Saint-Julien



Inauguré fin 2019, le complexe sportif Saint-Julien, à Strépy-Bracquenies, est l'exemple typique d'un « Partenariat Public-Privé » appliqué aux installations sportives.

Sur un terrain de la ville, cédé via un bail emphytéotique de 25 ans… contre l'euro symbolique, le club privé de la RAAL a fait construire un complexe sportif avec terrain de foot en pelouse synthétique, un « club house », une salle de stretching, des bureaux, des terrains couverts, des parkings privatisés…

Coût 5 millions d'euros dont 2 millions issus des subsides de la Région Wallonne et de la ville de La Louvière.

Le sport privatisé

Pour le CEO de la RAAL, Salvatore Curaba, l'investissement dans le sport est un business comme un autre et un moyen d'étendre son business.

Ce multimillionnaire, propriétaire de l'entreprise d'informatique EASI, est la coqueluche des politiciens qui aiment l'utiliser comme symbole de « la Wallonie qui gagne ». En échange, Cubara sait leur soutirer des soutiens sonnant et trébuchant, comme pour le complexe Saint-Julien et peut-être demain, au Tivoli…

Economie à la Province de Hainaut, les familles trinquent

La Province de Hainaut a décidé de supprimer les stages sportifs pour enfants qu'elle organisait durant les vacances scolaires, en collaboration avec les communes, comme à La Louvière, ainsi que les cycles d'initiation sportive.

Cela ne permettait déjà d'accueillir que quelques 9 000 enfants de la Province sur 390 000. Les 45 euros par semaine et par enfant pour un stage et de 2 à 3 euros par initiation sportive, étaient encore trop élevés pour beaucoup. Cette nouvelle suppression d'un service utile va peser encore plus sur les familles.

Dorénavant, elles devront, si elles en ont les moyens, se tourner vers les stages privés deux fois plus chers. Et les autres se débrouiller pour assurer la garde des enfants.

L'insécurité, les responsables communaux y contribuent

Le Collège communal de La Louvière a décidé d'augmenter la dotation de la police pour l'achat de caméras de surveillance, sous prétexte de luttes entre « bandes urbaines » … d'enfants de 13 / 14 ans !

Des éducateurs, des animateurs sportifs ? N'y pensez pas, c'est hors de prix. Mieux vaut des policiers et des caméras !

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !